

## **Communiqué de presse publié par la fédération communiste de l'Isère, le 16 mai 2017, trois jours avant la clôture du dépôt des candidatures aux législatives.**

A quelques jours du dépôt des candidatures, la fédération de l'Isère du pcf souhaite faire le point des discussions. Comme au plan national, les communistes et leur direction ont multiplié les appels, notamment auprès de France Insoumise et EELV, pour permettre le rassemblement local des forces de gauche alternative et contrer ainsi la droite et le FN, contrer la politique libérale de Macron, notamment sa volonté de faire passer par ordonnances au parlement dès cet été la continuité de la casse du code du travail engagé par Myriam El Khomri.

A l'instar de Pierre Laurent, qui a fait des propositions à Jean-Luc Mélenchon pour permettre d'unir nos forces, dans le respect de nos différences et sous une bannière commune qui ne serait pas uniquement celle de « la France insoumise », les communistes de l'Isère voulaient donner à voir la diversité de notre rassemblement autour d'un projet commun pour la France ; nos propositions, tant nationales que locales, et même lorsqu'elles étaient sur le point d'aboutir, ont toujours été refusées au niveau national et n'ont pas pu aboutir là où les militantes et militants étaient prêt.e.s à faire campagne ensemble localement.

Nous regrettons très profondément que les décisions prises par la France Insoumise aient ignoré nos appels au rassemblement, à l'exception de quelques unités. Cette décision est totalement contradictoire avec l'objectif affiché d'élire une nouvelle majorité capable de refuser les injonctions d'alignement du nouveau président Emmanuel Macron et assez forte pour faire barrage aux prétentions de la droite et de l'extrême-droite.

La concrétisation de l'espoir né le 23 avril dans le vote Mélenchon et l'avenir d'une gauche nouvelle ne se trouvent pas dans une formation unique qui prétendrait faire le vide autour d'elle, mais dans un rassemblement, fidèle à nos objectifs d'une VI<sup>ème</sup> République, où diversité, respect mutuel et intervention citoyenne s'additionnent pour forger une union durable et un projet solide.

Différentes rencontres départementales ont eu lieu entre notre parti et les autres forces du rassemblement ; elles ont débuté avant Noël et nous avons dès la deuxième rencontre fait part de notre volonté d'aller vers un accord départemental, sachant que les 3 circonscriptions de l'agglomération étaient très liées . Nous n'avons jamais eu de réponse et là encore, nous le regrettons profondément. Plus grave, LFI a rompu les discussion dès le mois de février.

Dans la 1<sup>ère</sup> circonscription, la candidate que nous soutenions, Monique FRAYSSE-GUIGLINI, a multiplié les efforts pour aboutir à un accord et avait accepté d'être candidate uniquement dans l'hypothèse d'un rassemblement qu'elle appelait de ses vœux. Mais cette démarche auprès de LFI n'a pas aboutie. C'est donc Natahalie VEYRET, titulaire, et Marc EYBERT-GUILON, qui seront les candidat.e.s du PCF

Dans la 5<sup>ème</sup>, un accord était en bonne voie d'aboutir entre le PCF, LFI, EELV, des socialistes frondeurs, autour d'une candidature emblématique. Là aussi, cet accord a

échoué comme sur l'ensemble des circonscriptions où nous avons engagé des discussions avec l'ensemble de nos partenaires.

Aussi, face au danger de la droite et de l'extrême-droite, nous avons décidé dans la 9<sup>ème</sup>, de retirer notre binôme en faveur du Patrick Cholat et Michèle Bonneton, binôme présenté par EELV car il s'agit dans cette circonscription, de battre le candidat Gattaz, dont le nom est suffisamment évocateur pour ne pas argumenter plus.

Dans la 8<sup>ème</sup>, nous ne présenterons pas de candidature, car là encore, le danger de l'extrême-droite est grand et les communistes de cette circonscription ne veulent pas prendre la responsabilité de la faire basculer dans le giron du FN.

Les candidat.e.s soutenus par le PCF-Front de gauche continueront de faire campagne la main tendue et restent disponibles jusqu'au terme du dépôt des candidatures le 19 mai pour toute entente ou retrait réciproque qui permettrait d'avancer vers les victoires souhaitées.